



Le plan « France relance » pour la relance des profits...

Pour l'emploi et les salaires, on ne peut compter que sur nos luttes !

14 septembre 2020

Bulletin NPA Inter - Entreprises Pessac-Cestas

contact@npa33.org - Sites : <http://www.npa33.org> - <http://www.npa2009.org> - 07 83 64 43 49

Avec « France relance », Macron et Castex ont mis 100 milliards d'euros supplémentaires sur la table, essentiellement comme cadeaux directs ou indirects au patronat. Sous prétexte de relancer l'économie ou de promouvoir l'écologie, ce sont les profits des multinationales qu'ils essaient de sauver.

Ils viennent s'ajouter aux 470 milliards déjà engagés par l'Etat depuis le mois de mars et aux 750 milliards du plan de relance européen décidé début juillet... qui lui-même faisait suite au plan européen de 540 milliards de prêts décidé en avril.

Des milliers de milliards ont été dépensés par tous les gouvernements pour sauver les multinationales capitalistes. Mais ils sont incapables de faire face à la débâcle de leur système, la récession, l'effondrement des marchés. Ils essaient seulement de sauver les possibilités de faire du profit, de verser des dividendes aux actionnaires, de repousser le krach du système financier.

Mensonges et provocations

Ce sont les mêmes qui nous ont martelé pendant des années qu'il n'était pas possible d'embaucher et d'augmenter les salaires parce qu'il n'y avait rien de pire que de laisser des dettes aux générations futures. Les mêmes qui ont asséné qu'on ne pouvait pas sauver les retraites parce qu'il n'y avait pas « d'argent magique » ! Les mêmes qui ont justifié la casse du système de santé et de l'éducation au nom des économies...

Ils ont été complètement discrédités par leur incapacité à gérer la crise sanitaire. La situation dans les écoles, avec le nombre grandissant de classes fermées, vient confirmer à quel point le pouvoir n'a tiré aucune leçon des derniers mois... et rien préparé pour que ça puisse se passer au mieux.

Le « conseil de défense » réuni par Macron et Castex vendredi avec tambours et trompettes a débouché sur l'élargissement du pouvoir des Préfets dans 42 départements au lieu de 28 et un « appel au sens des responsabilités » ! Le gouvernement navigue à vue. Sans politique sanitaire, il n'a qu'une politique policière, à coup d'amendes et d'obligations parfois intenable.

Une politique qu'il accentue en multipliant les provocations contre les classes populaires. Quand Darmanin revendique de parler d'« en-sauvagement » comme l'extrême droite, quand le pouvoir prépare une loi pour « lutter contre le séparatisme et le communautarisme », ils font le calcul cynique et criminel de répandre le poison du racisme pour nous diviser, nous intimider, nous faire taire.

Quand ils justifient les violences policières contre les jeunes des quartiers populaires et contre les manifestants, ils annoncent très clairement une politique de plus en plus répressive contre les libertés, pour imposer les reculs sociaux.

Faire entendre notre colère

Les grandes phrases de Macron ne peuvent cacher que le chômage et la misère explosent, avec les plans de licenciements et tous les emplois précaires qui ne sont pas renouvelés. L'Insee a enregistré en France 715 000 destructions d'emplois sur le premier semestre.

Des millions d'entre nous sont sous le seuil de pauvreté, certains sans ressource, comme les jeunes de moins de 25 ans et les sans-papiers.

Quant à ceux qui ont eu droit au chômage partiel, on leur fait comprendre qu'ils doivent s'estimer heureux... Heureux d'avoir perdu 16 % de leur revenu pendant que les patrons touchaient des milliards.

Nous sommes nombreux à vouloir agir pour changer les choses et bien conscients que ce ne sont pas des « journées » isolées les unes des autres et sans perspective qui suffiront. Même si elles sont autant d'occasions de faire entendre notre colère et de tisser des liens entre salariés, entre secteurs professionnels...

17 septembre, CGT, Solidaires et FSU appellent à la grève et à manifestation. Soyons-y nombreux pour contester la politique du gouvernement et des patrons et pour dire que c'est à nous, au monde du travail et à la jeunesse de prendre nos affaires et nos luttes en main.

**Jeudi 17 septembre, RV à 11h30
Place de la République à Bordeaux**

Embauche de nos collègues intérimaires

A la Monnaie, la direction a annoncé, à la sortie du confinement, un plan de 70 suppressions de postes sur 3 ans pour 480 salariés qui va surtout concerner les ouvriers et les employés... Comme partout, l'heure est à supprimer des emplois, à baisser les « coûts fixes » comme disent les patrons !

Mais en même temps, le travail ne diminue pas comme on le voit aujourd'hui où la direction veut recourir à davantage d'intérimaires pour faire une importante commande en urgence... Preuve que dès aujourd'hui, il nous manque du personnel pour faire le boulot. Au lieu d'embaucher, la direction préfère généraliser le travail précaire à l'ensemble des ateliers, pouvoir prendre et jeter les ouvriers comme bon lui semble, en fonction des commandes.

Le nombre de collègues intérimaires ne cesse d'augmenter dans l'entreprise, proportionnellement aux suppressions de postes qui se font depuis des années. Cette fois-ci, nous en avons assez et un préavis de grève a été déposé contre la politique de la direction. Ras-le-bol de la précarité et de ce mépris ! Il est urgent d'embaucher, à commencer par nos collègues intérimaires présents en permanence dans l'usine depuis un bon moment.

Prenons notre sécurité et nos conditions de travail en main

Avec le passage de la région en zone rouge et le discours anxiogène du gouvernement sur l'épidémie, cette rentrée est particulièrement lourde dans les entreprises. Partout, les directions reprennent la méthode du gouvernement : stigmatiser et menacer de sanction sur le port du masque rendu obligatoire dans les entreprises, tout en cherchant à nous faire travailler comme d'habitude. Qu'importe nos conditions de travail, les concentrations de collègues à certains postes ou dans certains bureaux, il faut produire avant tout !

Face à la reprise de circulation du virus, nous avons besoin de nous protéger mais cela ne signifie pas travailler avec un masque toute la journée, à la chaleur, avec les mêmes horaires et les mêmes rendements. Avec le masque, il faut aussi des pauses régulières pour s'aérer, comme il est nécessaire d'adapter les horaires sur certains postes où la proximité est trop forte. Nous sommes les premiers concernés et les mieux placés pour veiller à notre sécurité et à nos conditions de travail !

Se faire sanctionner pour avoir travaillé, c'est non !

À la PIC, la direction a mis un blâme à une collègue qui a eu un accident de travail en voulant débloquer une machine. Le prétexte de la sanction : les agents viennent de passer une petite « formation » (le PASS) censée réapprendre à faire « les bons gestes » !

Mais dans la réalité, l'ambiance mise par l'encadrement comme la vitesse des machines ne laissent pas tout le temps la possibilité de travailler tranquillement, en appliquant comme on le devrait « les bons gestes ». Beaucoup

d'agents ont exprimé leur inquiétude et leur solidarité vis-à-vis de la collègue et finalement la sanction redescend à un avertissement. Ça reste de trop. C'est une sanction contre nous tous, et nous devons continuer à développer cette solidarité qui s'est exprimée pour y répondre !

On va où à La Poste ?

On le sait, le « confinement » a été un test grandeur nature pour la direction de La Poste pour accélérer sa restructuration. A la PIC les horaires sont revenus à la normale, mais le travail est devenu différent. Les plans de tri changent souvent et on a du mal à s'y retrouver. La lettre rouge est revenue, mais pas la distri-pilotée.

Tout ça est lié à la modification du travail imposée aux facteurs. Que ça change, c'est une chose, on pourrait même donner notre avis pour travailler dans de meilleures conditions.

Alors que le groupe a fait 410 millions de bénéfices net uniquement dans la branche courrier-colis, les postiers voudraient au minimum des garanties sur l'emploi et l'amélioration des conditions de travail.

Les salariés de GFT menacés

Jeudi, les salariés de GFT (Getrag Ford Transmission) à Blanquefort, ex co-entreprise Ford et Magna qui compte aujourd'hui 800 salariés après que tous les intérimaires aient été remerciés, étaient en grève à l'appel de la CGT, FO et la CTC.

Après la fermeture de l'usine sœur de Ford Blanquefort, ils dénoncent la décision de Ford de se retirer totalement de GFT, alors que l'entreprise ne produit que pour Ford, avec un engagement de commandes jusqu'en 2024 !

Malgré les fortes pressions de la direction qui a tout fait pour tenter d'intimider les grévistes, le rassemblement a été un premier succès, avec des délégations d'autres entreprises venues apporter leur soutien.

Ford et Magna sont prêts à s'entendre pour mener leur « réorganisation », fermer une usine à moindre coût sans que cela ne touche à l'image de Ford.

Leur lutte nous concerne tous. Face aux licenciements qui se multiplient, nous ne pouvons compter que sur nos mobilisations pour exiger des comptes, interdire les licenciements, répartir le travail entre tous.

Victoire partielle face aux tartuffes

Avant l'été, un inspecteur du travail, Anthony Smith avait été sanctionné par le ministère du travail pour avoir trop bien défendu la santé des salariés et mis en demeure une entreprise de fournir des protections contre le Covid.

Face au scandale, aux réactions de solidarité dans tout le pays, le gouvernement a fait partiellement machine arrière et le directeur général du ministère du travail qui avait géré l'affaire a dû démissionner... Un juste retour des choses !

Alors que le gouvernement menace aujourd'hui les travailleurs qui ne respecteraient pas les mesures, «l'affaire Antony Smith» commençait à faire mauvais genre...